



Peinture en terrasse au Génie d'Alex. © Emma Piau

► suite de la p. 17

été mise en avant, alors que l'ont beaucoup été les activités s'adressant au grand public. Ou comment on a fait une place aux personnes en situation de précarité dans la ville, comment elles ont trouvé une zone tampon, un espace de bienveillance, dans le cadre du droit à la ville ». Nicolas Détrie élargit la focale : « ce que nous faisons, c'est de la préfiguration de politiques publiques, et pas seulement de nouveaux quartiers. C'est une lutte contre les sentiments de défiance et d'impuissance ».

Apprendre à travailler ensemble

Autre angle d'approche : SNCF Immobilier, qui multiplie les projets temporaires depuis 2015 – parmi lesquels les célèbres Ground Control et Grand Train à Paris, mais aussi diverses initiatives en régions –, y voit « une façon de mieux entretenir ses patrimoines », « patrimoines extrêmement riches sur le plan architectural, parfois dans des situations urbaines très intéressantes », relève Fadia Karam¹, directrice générale d'Espaces ferroviaires. L'accueil d'activités culturelles et artistiques le temps du projet est aussi « une manière de révéler ces patrimoines, de les rattacher à la ville. Des lieux désertés sont devenus des lieux de destination ». Mais c'est également de « l'occasion de nouer avec les acteurs intéressés des relations partenariales, qui permettent d'enrichir le projet » : « nous avons développé des projets à forte thématique, comme sur Paris-Ordener, tout en préparant un projet urbain mixte avec une approche partena-

riale de fabrication. Les riverains ont adhéré à l'idée de la reconversion du site. Cette force de revitalisation du lieu a aussi constitué un premier pas de la concertation. L'Aérosol, sur le site Hébert [entre les portes d'Aubervilliers et de la Chapelle], est plus tourné vers le *street art* (cf. *Traits urbains* 91, page 40) tandis que la concertation se déroule, pour enrichir la programmation en marchant. Cela nous rapproche beaucoup des riverains, des associations et des collectivités, et nous apprend à travailler autrement en interne ».

« L'organisation d'événements pour l'appropriation du projet nécessite un travail commun entre le propriétaire, l'aménageur et la ville : cela nous apprend déjà à travailler ensemble », confirme Sophie Schmitt¹, directrice des projets urbains chez Linkcity. Pour elle cependant, parler d'urbanisme éphémère est « un peu un oxymore, car l'urbanisme est un acte définitif, qui ouvre des possibilités d'évoluer ». Elle préfère l'expression « aménagement éphémère ». Sur le projet de la Colline des Mathurins à Bagnex (Val-de-Marne), une friche industrielle occupée par Thomson-Thalès durant 50 ans, et donc fermé au public, le développeur a ouvert le site aux riverains, marquant avec des ballons à l'hélium les points les plus significatifs, aidant les visiteurs à se repérer sur les différents éléments du projet, fêtant l'obtention de l'implantation du lycée d'enseignement général réclamé depuis plus de vingt ans... Sur le site Eole-Evangile, à Paris, il a proposé une installation provisoire avec une caravane et des stands, des jeux, pour informer les habitants du contenu du projet. « Au passage, on récupère des idées de programmation ».

Pas nouveau ?

« On confond souvent éphémère et pré-programmation dans un processus de fabrication d'un projet urbain », relève Jean-Luc Poidevin¹, directeur général délégué Collectivités locales chez Nexity. Il invite à aborder le sujet avec « honnêteté » : « utiliser ces initiatives comme un élément méthodologique qui va nous permettre de fabriquer un projet ». Et met en garde contre l'effet de mode qui consiste à se gargariser de start-up, d'usages, etc., tout en employant, comme dans les réponses aux AMI Inventons la métropole ou Réinventer Paris, toujours « le même vocabulaire, les mêmes images, les mêmes couleurs... ». Il estime d'ailleurs qu'« on a l'impression de découvrir quelque chose » mais que telles pratiques existaient déjà il y a quelques décennies : « à Marseille dans les années 1990, on a organisé des fiestas pour faire découvrir aux Marseillais les Docks, ce territoire qui leur avait échappé, puis, en 1996-97, des 'ateliers ville' à La Défense, dans un Algeco au-dessus de l'A14 pour initier les habitants à la ville, leur donner des points de repères sur la compréhension de leur quotidien : l'appartement, l'immeuble, la rue... un grand projet allait arriver, on

essayait de partager des choses pour faciliter la discussion ». Forçant le trait, Julien Meyrignac cite pêle-mêle, au chapitre du déjà-vu, les squatts new-yorkais de Chelsea, le théâtre libre d'Ariane Mnouchkine, ou encore la fabrique courante de la ville en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud, anticipatrice de notre éphémère informel occidental...

Les regards sur l'urbanisme temporaire restent contrastés. Pour Jean-Luc Poidevin', « cela permet de découvrir un lieu, pour les gens mais également pour nous ; d'apporter une animation sur un site qui reste inerte pendant deux ou trois ans ; de commencer à imaginer comment utiliser ce site ; de créer des événements qui vont permettre à des habitants, des acteurs économiques, des métiers de l'art etc., de se l'approprier ; et de repérer des éléments programmatiques ». Mais Julien Meyrignac pointe « un phénomène quand même très limité aux villes qui captent déjà le développement, les acteurs métropolitains, les capitaux, et qui ont déjà les outils pour agir. Une halle en première couronne francilienne avec des boîtes à l'intérieur, c'est super ! Au fin fond du 52, on essaye, mais c'est beaucoup plus compliqué de faire venir des métropolitains supérieurs, start-uppers, motivés ». Et en même temps, il salue une démarche qui consiste à « faire enfin la ville du

quotidien et des usages, avec tous les acteurs du terrain, au plus proche de leurs besoins, de leurs vraies attentes, et augmenter la concertation publique, en passant de la participation aux *makers* ».

Mobilisation foncière et financière

« Un des grands sujets de 2018 sera la mobilisation du foncier public, par les services de l'Etat. Il y aurait beaucoup à faire, le patrimoine se dégrade rapidement : en trois mois, on peut passer d'une ouverture possible à une ouverture impossible », avertit Paul Citron. « Pour les services immobiliers, cela devrait être une faute professionnelle de ne pas mettre un bien à disposition lorsqu'il va rester vacant ! Tout le monde est de bonne volonté, Mais il faudrait par exemple des incitations fiscales, car c'est ainsi que les propriétaires raisonnent ».

La sensibilisation des propriétaires, des aménageurs, et des pouvoirs publics sur ces modes de faire est une clé de leur développement. Paul Citron salue ainsi l'accueil institutionnel favorable qui a été réservé aux Grands Voisins : « nous avons bénéficié d'une grande bienveillance de la ville et de l'aménageur : des acteurs classiques qui ont accepté de régler les choses complètement autrement, de se déprendre de leurs prérogatives tradi-

► suite p. 23

Les activités présentes aux Grands Voisins ont totalisé près d'un millier d'emplois. © Yes We Camp





Atelier de slam. © Emma Piau

Montévrain : activation d'un futur écoquartier

Sur l'écoquartier de Montévrain, à Marne-la-Vallée (77), l'aménageur Epamarne est accompagné par la Belle Friche et l'agence Ecologie urbaine et citoyenne. L'écoquartier est partiellement réalisé. « Les gens vivent et travaillent dans un lieu qui n'est pas animé. Notre intervention consiste donc à y implanter des événements, liés notamment à la protection de l'environnement », décrit Aude Masboungi, de la Belle Friche. « La maison du projet permet d'entraîner la population dans une dynamique collective, de concertation, de nouveaux projets, par l'animation, le jeu, la communication. En lui laissant la liberté de choisir les événements sur une place, pour qu'elle prenne vie ; en faisant intervenir des artistes pour peindre des palissades de chantier ; en organisant des ateliers pour permettre à la population d'exprimer ses besoins ; des apéros « zéro déchet » ; un potager partagé ; une balade éco-mobilité ; en accueillant des associations, des formations pour mères au foyer qui souhaitent reprendre une activité... ». Un petit défi dans ce secteur de Marne-la-Vallée où prendre sa voiture pour aller au centre commercial est une pratique dominante.



Événement de mobilisation sur l'écomobilité. © Emma Piau



Utilisation de coques commerciales encore vides en rez-de-chaussée. © Emma Piau

► suite de la p. 21

tionnelles. Il y a eu un portage à un niveau de responsabilité très élevé ». Une bienveillance sans doute encouragée par l'intervention sur ce site d'un acteur de référence, l'association Aurore, spécialisée depuis un siècle et demi dans l'hébergement des personnes précaires.

Sans aucun doute, selon Nicolas Détrie, « une attitude nouvelle a été créée. Le temporaire est un outil pour mobiliser les communautés d'acteurs ». Reste la question des montages financiers. Certes, ces initiatives reposent sur le bénévolat. Certes, elles ne cherchent pas à produire une marge mais à générer une rentabilité sociale. Mais tout de même... « Pour l'aménagement [du site des Grands Voisins, Paris Batignolles Aménagement], les économies ont été de 4 millions d'euros (de frais de gardiennage notamment) », rappelle Paul Citron. « A un moment se pose la question d'une meilleure clé de répartition de ces économies, et d'une attribution d'une partie de l'argent au projet. Il y a eu des centaines et des milliers d'heures de bénévolat ! ». Dans le cadre de la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt organisé par l'Epadesa sur les Groues, à Nanterre (92), Yes We Camp a proposé d'organiser une dynamique locale, avec un budget participatif abondé par les promoteurs (dont le projet se trouvera valorisé), sous forme d'une « dotation d'activation » à hauteur de 10 euros par m² construit. Sans soulever l'enthousiasme des acteurs concernés.

Pourtant, l'argent commence à venir : l'opération Foresta, à Marseille (cf encadré p. 18-19), d'un coût de 1 million d'euros par an (investissement et fonctionnement), devrait être couverte – c'est une première – à 70% par des financements publics et européens (Feder). « C'est nouveau dans la mesure où il s'agit non d'un projet ficelé, mais d'un processus itératif, adapté en permanence »,

souligne Nicolas Détrie. « Nous axons les demandes de subvention sur un « socle » (le bâtiment central...), notre objectif étant ensuite de faire en sorte qu'il se passe quelque chose à partir de ce "socle" ».

Pour aider à la mobilisation – financière entre autres – c'est maintenant d'évaluation dont ce secteur mouvant aurait besoin. « Les structures des Grands Voisins ont généré des millions d'euros de PIB, et elles totalisent un millier d'emplois ! », souligne Paul Citron. « Il faut démarginaliser ces pratiques à travers l'évaluation et montrer tout ce que cela peut générer en termes de retombées économiques, sociales, culturelles... ». Pour ce faire, Plateau Urbain accompagne un atelier professionnel de l'université Paris I Panthéon Sorbonne (master Aménagement et urbanisme) sur « l'évaluation des projets d'urbanisme temporaire : enjeux et méthode » (Lisa Bachir, Sonia Dinh, Marion Dreuil, Camille Krier, Elvia Théron ; sous la direction de Juliette Maulat). Si « une rhétorique très positive » s'est développée autour des opérations d'urbanisme temporaire « leur grande diversité de finalité d'action, de forme, de taille et de jeu d'acteurs rend complexe une évaluation quantifiée et objectivée de leurs effets », indique la première restitution. L'équipe va s'attacher à produire « une méthodologie d'évaluation adaptée, qui soit aisément appropriable, suffisamment englobante et flexible pour prendre en compte les spécificités des différents projets ». Un nouveau pas vers l'intégration de ces pratiques dans la fabrique de la ville.

Marie-Christine Vatov

1. Propos tenus lors de la table ronde « L'urbanisme éphémère, véritable outil ou effet de mode ? », au 17^e Forum des projets urbains, le 14 novembre 2017, à Paris.



Événement à la cueillette du Plessis. © Emma Piau



Palissades peintes. © Emma Piau



Balade picturale autour du risque inondation - La folie kilomètre. © Jean-Gabriel Pujol

POLAU : 10 ANS DE MARIAGE ENTRE L'URBANISME ET LA CULTURE

Ce laboratoire d'urbanisme culturel créé il y a dix ans à Tours est désormais reconnu par les acteurs de l'aménagement. Il vient d'engager une nouvelle dynamique.

■ Maud Le Floc'h le reconnaît elle-même : « au début, c'était un peu un concept gazeux, difficile à définir et surtout à décliner sur le terrain ». Et pourtant, dix ans après, cette urbaniste mais aussi activiste culturelle a réussi à imposer le Polau (Pôle arts.urbanisme, ex-Pôle des arts urbains) parmi les acteurs de l'aménagement urbain et des territoires avec des interventions partout en France. « Il y a dix ans, l'urbanisme c'était souvent aménager une ville sans les citoyens, mais aussi sans supplément d'âme ou même sans liberté », se souvient la directrice et fondatrice de ce pôle installé dans son repère du Point Haut à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours. Alors Maud Le Floc'h a voulu « inventer un nouveau logiciel », en mélangeant les arts, en insufflant de la culture dans l'urbanisme et surtout en montrant qu'artistes, urbanistes, architectes, élus pouvaient

travailler ensemble dans ce qui était alors une « utopie créatrice ». Le Polau est donc apparu en 2007 comme interface entre « création artistique et fabrique de la ville ». L'initiative a débuté par de simples « missions Repérage » où, un maire et un artiste passaient une journée à parcourir une ville pour « l'appréhender chacun à sa manière » avant un debriefing « à charge pour chacun de livrer dix impressions et dix envies sur la ville ». Objectif, selon Patrice Wolf, le président du Polau : « produire du vrai mieux-disant ». Le pôle a ensuite enchaîné des projets dans différents domaines : « Jour inondable » sur les problématiques d'un PPRI (plan de prévention des risques inondation) mais aussi le « Plan Rhône » sur le même sujet, ou encore une chasse aux trésors à Montrésor (37) où la commune, a fait appel au Polau pour accompagner la création d'un SPR (site patrimonial remarquable).

L'un des tournants, pour le devenir de la structure, a été la conception en 2015, à l'initiative du ministère de la Culture, du plan-guide Art et aménagement du territoire qui recense sur papier puis en ligne (www.artepan.org) les diverses initiatives et les commandes publiques mêlant urbanisme et création artistique. « D'expérimentateurs et d'inventeurs un peu isolés, nous sommes devenus observateurs, analystes et fédérateurs. Cela nous a permis de prendre du recul », explique Maud Le Floc'h. En 2012, la ville de Paris demande au Polau de travailler sur une requalification urbaine temporaire des espaces autour de portes du périphérique (Montmartre, la Villette, passage de l'Ourcq). Deux ans plus tard, leur projet d'urbanisme culturel est lauréat du premier budget participatif. Le Polau intervient alors comme AMO (assistant à maîtrise d'ouvrage) et commissaire artistique et urbain pour proposer des occupations temporaires sur des sites délaissés. Même démarche à Bagneux, sur le quartier Blanchard/Croizat-Fortin, dans le cadre d'un des projets lauréats d'Inventer la Métropole du Grand Paris, porté par les promoteurs Lamotte-Apertura Brémont et dessiné par Raum Architecte. Pour préfigurer et activer ce site en devenir, le Polau propose d'intercaler des dynamiques artistiques à différentes phases du projet (diagnostic, études préalables, phases chantier, etc.). « Il faut », souligne la directrice, tester des choses sur la place publique, inventer des modes opératoires temporaires. Il s'agit de pré-qualifier avant la requalification, de faire la ville avant la ville, par la concertation et l'apaisement urbain ».

2018 : un nouveau cap

Désormais reconnu, le Polau engage de nouvelles orientations. D'abord en changeant de nom : le pôle des arts urbains devient le Pôle arts.urbanisme en se dotant d'un conseil scientifique et d'un centre de compétences. « C'est plus lisible », considère le directeur adjoint Pascal Ferren, « cela nous permettra de mieux nous insérer dans les différents dispositifs de la commande publique ». L'objectif est d'abord de renforcer son rôle d'expert et de fédérateur en accueillant davantage de résidences croisées entre professionnels de la ville et artistes autour de questions comme le changement climatique, les migrations, l'urbanisme tactique, la compétition territoriale. Laboratoire d'urbanisme culturel, le Polau va multiplier les initiatives : création d'une Académie culturelle avec le Frac Centre au mois de mars, rencontres professionnelles « Arts, culture et territoire » en avril, organisation d'un concours de repérage de projets, orientation internationale. Maud Le Floc'h voudrait aussi développer des formations, faire reconnaître le métier d'urbaniste culturel. « Cela bouillonne ! », s'enflamme-t-elle. « Nous avons réussi l'essaimage, l'infiltration de la culture dans les politiques publiques ; le génie urbain est en train de poindre... ».

Jean-Jacques Talpin (Innovapresse/Orléans)



Maud le Floc'h : « faire la ville avant la ville, par la concertation et l'apaisement urbain ». © Cyril Chigot